

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 02/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SEVIA**

12E rue de Rouen  
67000 Strasbourg

Références : 0006703913/GC/AG  
Code AIOT : 0006703913

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement SEVIA, implanté 12 E RUE DE ROUEN 67000 STRASBOURG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée afin de solder les points de contrôles ayant fait état de non-conformités lors de la dernière visite.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEVIA
- 12 E RUE DE ROUEN 67000 STRASBOURG
- Code AIOT : 0006703913
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEVIA est spécialisée dans la collecte et la valorisation d'huiles alimentaires et industrielles usagées. Elle exploite, au 12E rue de Rouen à Strasbourg, une installation de transit de déchets, initialement autorisée par l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004.

Son agrément pour le ramassage d'huiles usagées a été renouvelé par arrêté préfectoral du 26 novembre 2020.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques :

- 2718-1 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (volume autorisé : 444 tonnes)
- 3550 : stockage temporaire de déchets dangereux (volume autorisé : 444 tonnes)

Les prescriptions applicables à ces installations sont notamment :

- l'arrêté préfectoral du 03 février 2016, actualisant les prescriptions associées à l'autorisation et codifiant ces prescriptions,
- l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD), applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED,
- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux), de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets eaux	Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, articles 4.3.1, 9.2.2 et 9.5.1	Sans objet
2	Point de rejet	Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, article 4.2.2	Sans objet
3	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, article 2.1.5	Sans objet
4	Aire de stockage et de manutention	Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, article 7.3.1	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, article 7.2.4	Sans objet
6	Confinement	Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, article 7.3.2	Sans objet
7	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
8	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu que :

- les résultats de l'autosurveillance soient enregistrés dans GIDAF,
- le débit du poteau incendie (relié au même réseau que celui implanté à l'entrée du site) situé à une centaine de mètres, dans la rue de Rouen, soit mesuré,
- le plan de défense contre l'incendie (inclus dans le POI) soit complété par les modalités d'accès à l'état des stocks, ainsi que par les justificatifs de compétence du personnel susceptible d'intervenir avant l'arrivée des secours, et enfin, qu'il soit mis à disposition à l'entrée du site.

S'agissant de non-conformités aisément corrigeables, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejets eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, articles 4.3.1, 9.2.2 et 9.5.1	
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Autosurveillance	
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 4.3.1 Les effluents sont conformes aux valeurs limites suivantes :	
Paramètres	Concentration maximale
Hydrocarbures totaux	5 mg/l
DCO	250 mg/l
MEST	30 mg/l

**Article 9.2.2**

La surveillance des rejets est réalisée suivant les paramètres, fréquences et au point fixé ci-après.

**Point de rejet n° 1**

Paramètres	Fréquence de l'autosurveillance
Hydrocarbures totaux	Semestrielle
DCO	Semestrielle
MEST	Semestrielle

**Article 9.51 - Transmission**

Les résultats des analyses prescrites par le présent titre sont transmis à l'inspection des installations classées selon les modalités suivantes :

- Surveillance des rejets aqueux : semestriellement.

Les résultats de la surveillance des rejets aqueux sont transmis, par voie électronique, à l'adresse GIDAF (<https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr>). Les bordereaux d'analyse correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Lors de la visite du 09 mars 2023, l'inspection a constaté que les résultats de l'autosurveillance n'étaient pas disponibles dans l'application GIDAF, aucun résultat n'ayant été renseigné depuis 2018.

Par message électronique du 22 août 2023, l'exploitant a fait part à l'inspection de difficultés de connexion, rendant l'enregistrement des résultats d'analyse dans l'application irréalisable.

L'inspection a informé l'exploitant, par message électronique du 31 août 2023, qu'une mise à jour des droits d'accès avait été réalisée.

Les résultats de l'autosurveillance du 1<sup>er</sup> semestre 2023 ont été enregistrés dans GIDAF.

Depuis, plus aucun résultat n'a été renseigné.

Les résultats du 2<sup>nd</sup> semestre 2023 sont intégrés au bilan quinquennal 2018-2023, qui a été transmis par courrier préalablement à la visite.

Lors de la visite du 21 novembre 2024, l'exploitant a indiqué ne pas avoir enregistré les résultats du 2<sup>nd</sup> semestre 2023 et du 1<sup>er</sup> semestre 2024, en raison d'une surcharge d'activité.

Néanmoins, les résultats de l'autosurveillance de 2024 ont été transmis à l'inspection par messagerie électronique. Ceux-ci ne montrent pas de dépassements des valeurs limites prescrites.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 2 : Point de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, article 4.2.2

**Thèmes :** Risques chroniques, Rejets eau

**Prescription contrôlée :**

(...)

Le réseau de collecte des eaux pluviales de la partie enrobée du site est raccordé à un décanteur/déshuileur S2 (...) les eaux ruisselant sur la zone de chargement/dépotage sont raccordées sur ce réseau, après prétraitement par un autre décanteur/déshuileur (S1).

**Constats :**

Les deux décanteurs/déshuileurs ont été nettoyés et vidangés par un prestataire externe le 04

novembre 2024. Les justificatifs de ces opérations ont été présentés lors de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suites

### N° 3 : Etat des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, article 2.1.5

**Thèmes :** Risques accidentels, Matières stockées

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux (substances et mélanges) présents dans l'installation.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature, la quantité et les mentions de dangers des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

**Constats :**

Lors de la visite du 09 mars 2023, l'inspection a constaté que l'exploitant ne tenait pas à jour un registre, reprenant l'ensemble des mentions prescrites. Les mentions de dangers étaient notamment absentes et l'état des stocks des huiles alimentaires n'était pas disponible.

De nouveaux modèles ont été établis et transmis à l'inspection, par messagerie électronique.

Lors de la visite du 21 novembre 2024, l'inspection a constaté que les modèles transmis sont tenus à jour et accessibles à la demande pour les huiles alimentaires. L'état des stocks des huiles noires a été complété par les informations relatives aux dangers lors de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suites

### N° 4 : Aire de stockage et de manutention

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, article 7.3.1

**Thèmes :** Risques chroniques, Prévention de la pollution

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention (...)

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste aux actions physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

(...)

Pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

(...)



Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

**Constats :**

Lors de la visite du 09 mars 2023, l'inspection a constaté une pollution du sol à l'arrière d'une semi-remorque en stationnement, dont les dispositifs de vidange surplombaient un espace végétalisé.

Le bac destiné au nettoyage des filtres utilisés lors des transferts d'huile était démunie de rétention.

Lors de la visite du 21 novembre 2024, l'inspection a constaté que l'espace végétalisé a été dépollué et qu'une nouvelle semi-remorque a été mise en place. Celle-ci est stationnée de manière à laisser les orifices de vidange au-dessus d'un sol bitumé.

L'exploitant a également mis en place une rétention suffisamment dimensionnée sous le bac de nettoyage des filtres.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, article 7.2.4

**Thèmes :** Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en état de fonctionner et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment :

(...)

- 2 poteaux d'incendie (...), ceux-ci sont distants de 150 mètres maximum et assurent un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h ;

(...)

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

(...)

**Constats :**

Deux poteaux incendie (PI) sont présents : l'un à l'entrée du site, l'autre à moins de 150 m sur la voie publique.

L'exploitant a justifié d'un débit mesuré de 79 m<sup>3</sup>/h (à 1 bar) pour le PI situé à l'entrée du site.

Il est attendu qu'il fournisse les mesures de débit du second PI.

Les extincteurs ont été vérifiés par un prestataire extérieur le 08 février 2024. Le rapport d'intervention a été présenté. Il n'appelle pas l'inspection à formuler d'observations.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 6 : Confinement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, article 7.3.2

**Thèmes :** Risques chroniques, Prévention de la pollution

**Prescription contrôlée :**

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à

l'extérieur. Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.

(...)

La capacité de confinement est de 200 mètres cubes. Elle est composée des aires extérieures, des avaloirs.

#### Constats :

Une vanne d'isolement permet de confiner le site. Son bon fonctionnement a été testé lors de la visite. Elle est correctement signalée.

L'exploitant a présenté les justificatifs des capacités de confinement réparties comme suit :

- une cuve enterrée de 10 m<sup>3</sup>,
- un réseau de canalisation de 8,6 m<sup>3</sup> et
- des aires extérieures dont les pentes forment un volume de 188 m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Sans suites

#### N° 7 : Plan de défense contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

**Thèmes :** Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise, et tient à jour, un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie, ainsi que ses mises à jour, sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte, décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager, avant l'arrivée des services de secours, les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation, décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie, avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles, les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 04 octobre 2010 susvisé, sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant

l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;  
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;  
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

**Constats :**

L'exploitant a présenté son plan d'opération interne, en indiquant qu'il contient les éléments devant apparaître dans le plan de défense contre l'incendie.

L'inspection constate toutefois qu'il n'est pas mis à disposition à l'entrée du site et qu'il manque les modalités de mise à disposition de l'état des stocks (éléments disponibles sur demande) et la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir avant l'arrivée des secours (formation des deux conducteurs).

Il est attendu que l'exploitant complète son POI et qu'il le mette à disposition à l'entrée du site.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 8 : Maîtrise des sinistres**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

**Thèmes :** Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

(...)

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2024.

(...)

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

(...)

**Constats :**

Un exercice de défense incendie a été réalisé le 14 novembre 2024 avec le SIS. Cet exercice a permis de mesurer le débit du PI situé à l'entrée du site.

Le personnel de l'exploitant (2 conducteurs) est formé à la manipulation des extincteurs et aux consignes figurant dans le POI.

Aucune entreprise extérieure n'intervient seule : l'accompagnement par le personnel de l'exploitant est systématique.

**Type de suites proposées :** Sans suites